

Par

Marc-André Dufour

1er cycle, Histoire, Université du Québec à Montréal

L'arrivée au pouvoir de Hitler en janvier 1933 constitue sans contredit un des moments les plus importants du vingtième siècle : à l'instar de l'Italie, l'Allemagne avait maintenant à sa tête un politicien d'extrême droite, prêt à en découdre avec le système parlementaire. Face à ce bouleversement politique, les réactions furent immédiates et différaient grandement selon les perspectives. Tandis que l'édition du 31 janvier du *Völkischer Beobachter*, journal officiel du parti nazi, parlait d'un « jour historique »^[1], celle du Paris-Soir affirmait que « malgré la présence de Hitler à la chancellerie, il n'y a donc pas grand-chose de changé dans le gouvernement du Reich. »^[2] Le même jour, Alfred Hugenberg, chef du DNVP^[3] et lui-même membre du cabinet Hitler, aurait déclaré : « I've just committed the greatest stupidity of my life; I've allied myself with the greatest demagogue in world history. »^[4] Dès lors, une étude des événements ayant mené Hitler au pouvoir s'impose.

Ce travail vise à rendre compte du rôle joué par les principaux dirigeants politiques allemands de la droite dans le processus qui aboutit à la nomination de Hitler à la chancellerie le 30 janvier 1933. Par souci de clarté et de concision, nous allons limiter notre étude à la période allant de mars à août 1932, soit de l'élection présidentielle jusqu'aux négociations qui suivirent l'élection du 31 juillet. Avec les mémoires des principaux protagonistes, ainsi qu'un recueil d'articles de journaux de l'époque, nous démontrerons que la désunion qui régnait parmi les partis de droite, le dysfonctionnement du Reichstag et les résultats catastrophiques de l'élection de juillet 1932 poussèrent les politiciens de droite à négocier avec Hitler pour inclure les nazis dans une coalition et atteindre la majorité parlementaire tant souhaitée.

Historiographie

Avant d'entrer dans le vif du sujet, faisons un bref survol de l'historiographie de la République de Weimar. Des années 1930 aux années 1960, l'histoire politico-économique prime : des œuvres comme *Die Auflösung der Weimarer Republik* (1955) de Karl Dietrich Bracher^[5] et *Geschichte der Weimarer Republik* (1954-1956) de Erich Eyck^[6] occupent le haut du pavé. Dans les années 1960, les horizons s'élargissent : l'histoire intellectuelle est traitée par Fritz Stern dans *The Politics of Cultural Despair* (1961)^[7], l'histoire sociale par William Sheridan Allen dans *The Nazi Seizure of Power* (1965) et l'histoire culturelle par Peter Gay dans *Weimar Culture. The Outsider as Insider*

(1968)[8]. Il faut ensuite attendre jusqu'aux années 1980 pour voir le retour en force des études sur Weimar. Detlev Peukert traite d'histoire culturelle dans *Die Weimarer Republik* (1987)[9], Hans Mommsen d'histoire sociale dans *Die Verspielte Freiheit* (1990)[10] et Norbert Elias trace, dans une étude plus globale, le processus de civilisation unique à l'Allemagne dans *Studien über die Deutschen* (1989)[11]. Pour sa part, George L. Mosse s'attarde aux conséquences de la Première Guerre mondiale sur les sociétés dans *Fallen Soldiers* (1990)[12], tandis que Richard Evans retourne aux grandes synthèses historiques avec *The Coming of the Third Reich* (2004)[13].

Au cours du survol de l'historiographie, nous avons remarqué que les historiens accordent généralement beaucoup d'importance aux structures du pouvoir et à l'action des partis politiques en tant que groupes. Or, dans les derniers mois de Weimar, l'avenir de la République se jouait beaucoup plus sur les tractations individuelles qu'au Reichstag, où la démocratie était paralysée. Nous tenterons donc d'apporter notre contribution en étudiant le rôle précis des hommes politiques impliqués dans les négociations visant à mettre fin à l'impasse qui sévissait. Afin de bien illustrer notre argument, la première partie du travail présentera l'état de désunion qui prévalait parmi les partis de la droite au printemps 1932, en prenant l'élection présidentielle comme exemple. Ensuite, nous exposerons brièvement le fonctionnement du système parlementaire, avec les limites de la Constitution et des pouvoirs présidentiels. Finalement, nous mettrons l'accent sur l'élection du 31 juillet 1932 et sur les bouleversements importants qui en résultèrent.

La droite allemande : désunion et luttes d'influence

Au tournant des années 1930, la collaboration entre les principaux partis de la droite (DNVP ou parti national du peuple allemand, NSDAP ou parti national-socialiste ouvrier allemand, *Zentrum* ou parti du centre catholique) fut assez difficile, en raison de dissensions internes: les chefs de partis avaient des problèmes à maintenir la cohésion parmi leurs troupes.

Du côté du DNVP, le nouveau chef Alfred Hugenberg, élu à la tête du parti en 1928, voulut donner une tendance plus radicale à son parti. Ardent nationaliste vouant une haine profonde envers la République de Weimar, celui-ci refusa toute collaboration avec le gouvernement, ce qui provoqua la défection de l'aile plutôt modérée du parti suite à l'élection de septembre 1930[14].

Au sein du NSDAP, le problème résidait dans l'aile gauche du parti. La menace d'une scission plana pour la première fois en 1930 et à nouveau en 1932. Le 4 juillet 1930, Otto Strasser,

favorable à l'aspect « socialiste » du NSDAP et opposé à Hitler sur une question idéologique, quitta le parti : il fut suivi par quelques membres de l'aile gauche, sans toutefois qu'une scission se produisît[15]. Un peu plus de deux ans plus tard, soit en décembre 1932, Gregor Strasser, courtisé par le chancelier Kurt von Schleicher, quitta lui aussi en raison de divergences stratégiques avec Hitler[16].

Dans le cas du *Zentrum*, le contexte était totalement différent. À la fin du mois de mai 1932, le chancelier Heinrich Brüning démissionna avec tout son cabinet, laissant au président Hindenburg le soin de nommer un autre chancelier. Celui-ci souhaitait nommer Franz von Papen à la chancellerie. Ce dernier hésita, étant donné qu'il appartenait au même parti que le chancelier déchu. Lorsqu'il rencontra le chef de son parti, monseigneur Kaas, le message de ce dernier fut clair : « *There could be no question of another member of the Zentrum Party taking Brüning's place because Brüning enjoyed their complete confidence.* »[17] Or, malgré cet avertissement, Papen finit par accepter, provoquant une certaine tension à l'intérieur du parti.

Jusqu'à maintenant, nous avons pu observer la dissension qui sévissait sporadiquement à l'intérieur des principaux partis de la droite : ceux-ci réussissaient néanmoins à s'en sortir et à demeurer des forces importantes sur la scène politique. Par contre, l'élection présidentielle du printemps 1932 nous rappelle l'ampleur du problème.

Élu président en 1925 pour sept ans, Hindenburg voyait son mandat se terminer au début de 1932. Âgé de 84 ans, le maréchal ne ferma pas la porte à un autre mandat, mais était peu enclin à se soumettre à une campagne électorale. Dans cette situation, le chancelier Brüning, qui tenait son poste de la confiance accordée par le président, tenta de négocier avec les différents chefs de parti pour obtenir la reconduite automatique du mandat de Hindenburg, sans passer par une élection : une réussite dans ces négociations aurait renforcé la position personnelle de Brüning[18]. Or, les nazis et les nationaux-allemands s'y opposaient, ce qui rendit nécessaire la tenue d'une élection. Fait à noter, il s'agit du seul moment où les deux partis nationalistes étaient sur la même longueur d'onde.

Pour l'élection à venir, les dirigeants de la droite étaient incapables de s'entendre sur un candidat commun. Hitler finit par se présenter lui-même et les nationaux-allemands appuyèrent le candidat Theodor Düstberg, membre d'un regroupement d'anciens combattants nommé *Stahlhelm*[19]. Après mûre réflexion, Hindenburg décida de se lancer lui aussi dans la course à sa succession: « *I have decided from a sense of my responsibility for the fate of our Fatherland, to present myself as*

a candidate for a further term of office. »[20] Le résultat fut déroutant : il n'y eut pas un ou deux candidats de droite à l'élection, mais trois! Face à eux se trouva le candidat communiste Ernst Thälmann. Le premier tour se tint le 15 mars et Hindenburg rata la majorité par environ 200 000 voix, obtenant 49,6% des voix contre 30,1% pour Hitler[21]. La tenue d'un second tour fut donc nécessaire, et Hindenburg triompha avec 53% des voix contre 36,8% pour Hitler. De façon générale, la victoire de Hindenburg fut acquise grâce au soutien du centre et de la gauche modérée, alors que les forces conservatrices de la droite (dont Hindenburg fut lui-même issu) se tournèrent vers Hitler[22]. Cette situation fragilisa la position de Brüning, qui demeura toutefois en poste grâce aux pouvoirs conférés au président Hindenburg par la Constitution.

Gouverner dans les limites de la Constitution

Sous la République de Weimar, le rôle principal du président était de nommer un chancelier qui pourrait gouverner avec une majorité parlementaire au Reichstag et d'approuver le choix des ministres soumis par celui-ci. Or, la situation politique instable du début des années 1930, avec les majorités parlementaires durables quasi impossibles à obtenir, renforça le pouvoir du président Hindenburg, qui pouvait utiliser des prérogatives constitutionnelles en cas de situation d'urgence.

Tout d'abord, la stature et le prestige du président Hindenburg firent de lui une icône de la nation allemande. En effet, sa participation aux guerres d'unification allemande sous Bismarck et surtout à la Première Guerre mondiale comme co-dirigeant de l'armée allemande avec Erich von Ludendorff imposa le respect : évoquant l'élection présidentielle de 1932, l'historien Ian Kershaw parle du « héros vénéré de Tannenberg, largement considéré comme le symbole des valeurs nationales, au-dessus de la mêlée de la politique partisane. »[23]

Ensuite, Hindenburg tenta de s'assurer que la Constitution de Weimar fut respectée. Jusqu'en 1930, il pouvait se contenter de nommer un chancelier qui réunissait une majorité parlementaire puisque la situation au Reichstag le permettait. Or, à partir de cette date, une majorité était quasi impossible à atteindre, étant donné la fragmentation du vote[24]. Une telle situation tendit à augmenter le pouvoir du président, qui pouvait gouverner à coup de décrets dans les limites de la Constitution et garder en place un chancelier n'ayant pas l'appui de la majorité : dès lors, il n'était aucunement obligé de nommer le chef du parti le plus populaire à la chancellerie, comme le voulait la tradition parlementaire[25].

Cette situation particulière débuta le 27 mars 1930, lorsque le gouvernement de grande coalition

du chancelier social-démocrate Hermann Müller tomba sur une question liée au chômage[26]. Pour le remplacer, Hindenburg nomma le centriste Heinrich Brüning, qui dirigea avec la confiance du président, sans toutefois avoir une majorité parlementaire derrière lui. Dans l'espoir d'obtenir une majorité, Brüning déclencha une élection anticipée pour septembre 1930 : celle-ci produisit l'effet inverse. L'élection du 14 septembre 1930 fit augmenter les sièges nazis de douze à cent sept et ceux des communistes à soixante-dix-sept, tandis que les partis du centre perdirent globalement cent dix-huit sièges[27]. Le gouvernement Brüning réussit à tenir un peu plus de deux ans sans majorité, seulement avec la confiance du président Hindenburg.

Le 30 mai 1932, Brüning démissionna et Hindenburg nomma Franz von Papen au poste de chancelier sans que celui-ci ne réunisse une majorité parlementaire : encore une fois, *tout se fait dans la légalité constitutionnelle*. Malgré leur situation parlementaire précaire, les chanceliers Brüning et von Papen, réussirent tout de même un succès en politique extérieure en juillet 1932. En effet, la conférence de Lausanne consacra la fin du paiement des réparations de guerre[28]. Ce succès prouve que même sans majorité parlementaire, les chanceliers pouvaient réussir de bons coups avec l'appui présidentiel. Par contre, la recherche de majorité restait un objectif constant pour les différents chanceliers, comme en témoigne la décision de Franz von Papen de tenir une autre élection anticipée à la fin de juillet 1932[29].

L'élection du 31 juillet 1932

La campagne électorale qui précéda les élections nous permet une fois de plus d'apprécier la désunion qui régna chez les politiciens de droite. Le 26 juin, Alfred Hugenberg, chef des nationaux-allemands, affirmait que les tactiques d'obstruction perpétrées par les nazis nuisaient grandement au combat contre les marxistes et que ceux-ci étaient maintenant devenus le principal ennemi de l'opposition nationaliste[30]. Malgré cette sortie virulente de Hugenberg, le résultat des élections fut frappant : les nazis obtinrent 230 sièges avec environ 37% des voix, le même score que lors de l'élection présidentielle. À l'autre extrémité du spectre politique, les communistes obtinrent un peu plus de 14% des voix, ce qui rendait toute majorité parlementaire impossible sans le soutien d'un des partis extrémistes[31]. Malgré cet échec électoral, le président Hindenburg continua de faire confiance à Papen et à gouverner par décrets, tel que la Constitution permettait de le faire.

Pour résoudre la situation au Reichstag, il devint nécessaire pour Papen de s'allier un des deux partis extrémistes, qui étaient jusque-là plus ou moins ostracisés. Si l'on se fie aux propos du chancelier, le pari stratégique semblait facile à faire. En parlant des communistes, il affirma que :

« Their purpose was to overthrow State and Constitution, their method the destruction of the religious, moral and cultural values of our people [...]. Their terrorist groups had introduced violence and murder as political weapons. [...] I declared it to be the duty of every Government to draw a clear dividing line between enemies of the State and those forces fighting for the future of the nation. »[\[32\]](#)

Cette déclaration pourrait tout aussi bien caractériser les nazis, mais Papen n'en fit pas mention. Faisant référence aux nazis, il affirmait que ceux-ci, en raison de leur montée fulgurante, devaient dès lors prendre une part active dans la reconstruction du pays. Il tenta donc de négocier l'entrée des nazis au gouvernement avec Hitler, à qui il était prêt à offrir le poste de vice-chancelier : en joignant son cabinet et en acceptant de prendre des responsabilités, Hitler prouverait son sérieux au président Hindenburg et, dans un avenir rapproché, pourrait peut-être accéder au poste de chancelier[\[33\]](#). Hitler, maintenant chef du premier parti au Reichstag, refusa l'offre de Papen, laissant entendre qu'il n'exigerait rien de moins que la chancellerie. Selon Hjalmar Schacht, ancien directeur de la Reichsbank, offrir le poste de vice-chancelier à Hitler aurait pu fonctionner en 1931, mais certainement pas en août 1932, alors que celui-ci venait de voir doubler le nombre de sièges alloués à son parti au Reichstag[\[34\]](#).

Derrière cette volonté d'inclure Hitler dans une coalition, volonté dictée principalement par la situation bloquée au Reichstag, se trouvaient aussi deux idées faisant leur chemin parmi les gens de droite. D'une part, l'idée que l'entrée des nazis au gouvernement aurait pour effet de les calmer : l'accession aux responsabilités ferait perdre au nazisme ses éléments les plus radicaux.[\[35\]](#) L'autre idée, tout aussi répandue, laissait croire d'autre part que les membres conservateurs d'un cabinet seraient en mesure de « contenir » les nazis : que ce soit dans les propos de l'ambassadeur britannique à Berlin, Sir Horace Rumboldt, qui crut en août 1932 que Papen « would rope Hitler and other nazis leader into the Cabinet and draw the teeth of the movement »[\[36\]](#), ou bien dans ceux du secrétaire de Hugenberg, qui aurait rapporté dans son journal : « if Hitler sits in the saddle, Hugenberg gets the whip. »[\[37\]](#)

Dans cette situation particulière, Hitler resta sur ses positions et maintint son intransigeance dans ses négociations avec Papen : avec 230 sièges au Reichstag, il posséda un atout important face au chancelier qui cherchait à réunir une majorité. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, « Hitler pouvait se réclamer des principes reconnus du jeu parlementaire, en vertu desquels le chef du

parti le plus fort est fondé à espérer qu'on l'appellera pour former le gouvernement. »^[38] Dans une rencontre avec le président, le 13 août, Hitler posa ses conditions : celles-ci s'avèrent inadmissibles pour Hindenburg, qui continua de donner son appui à Papen^[39]. Par contre, les négociations continuèrent en coulisse, pour enfin réussir à réunir une majorité.

En conclusion, on remarque que les alliances politiques étaient difficiles à réaliser et à maintenir chez les partis de droite : les considérations idéologiques et les luttes tant entre les partis qu'à l'intérieur des partis minèrent toute collaboration. Aussi, l'électorat se polarisa de plus en plus vers les extrêmes, ce qui rendait toute tentative de coalition centriste impossible. Pour acquérir une majorité parlementaire, si chère aux politiciens de l'époque, le chancelier devait choisir vers quelle extrémité du spectre politique se tourner : l'antimarxisme étant largement répandu à l'époque, et ce, même chez les sociaux-démocrates, l'espoir résidait du côté des nazis. Dès lors, Hitler se trouva en position privilégiée : il dicta ses conditions et, étant donnée la division de la droite, put jouer les politiciens les uns contre les autres. Dans le seul mois d'août 1932, Hitler aurait eu des négociations avec l'actuel chancelier Papen, l'ex-chancelier Brüning et le général Kurt von Schleicher, futur chancelier... Peut-on y voir un prélude à la façon de gouverner de Hitler, qui avait tendance à laisser les rivalités internes s'enflammer pour créer une surenchère de « loyauté » ?

^[1]Alfred Grosser, *Hitler et la naissance d'une dictature*, Paris, Armand Colin, 1985, p. 121.

^[2]*Ibid.*, p. 110.

^[3]Le DNVP (Deutschnationale Volkspartei ou Parti national du peuple allemand) est le parti de droite le plus important pendant les années 1920, avant d'être dépassé par les nationaux-socialistes au tournant des années 1930.

[4] Larry Eugene Jones, « “The Greatest Stupidity of My Life”: Alfred Hugenberg and the Formation of the Hitler Cabinet, January 1933 », *Journal of Contemporary History*, vol. 27, n° 1 (janvier 1992), p. 63.

[5] Karl Dietrich Bracher, *Die Auflösung der Weimarer Republik: Eine Studie Zum Problem Des Machtverfalls in der Demokratie*, Stuttgart et Dusseldorf, Ring Verlag, 1955, 754 p.

[6] Erich Eyck, *Geschichte der Weimarer Republik*, Erlenbach, Zurich et Stuttgart, Eugen Reutsch, 1954 et 1956, 2 vol.

[7] Fritz Stern, *The Politics of Cultural Despair : A Study in the Rise of the Germanic Ideology*, Berkeley et Los Angeles, University of California, 1961, 367 p.

[8] Peter Gay, *Weimar Culture : The Outsider as Insider*, New York, Harper & Row, 1968, 205 p.

[9] Detlev Peukert, *Die Weimarer Republik : Krisenjahre der klassischen Moderne*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1987, 312 p.

[10]Hans Mommsen, *Die Verspielte Freiheit : der Weg der Republik von Weimar in den Untergang 1918 bis 1933*, Frankfurt am Main, Propyläen, 1990, 580 p.

[11]Norbert Elias, *Studien über die Deutschen : Machtkämpfe und Habitusentwicklung im 19. und 20. Jahrhundert*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1989, 555 p.

[12]George L. Mosse, *Fallen Soldiers : Reshaping the Memory of the World Wars*, New York, Oxford University Press, 1990, 264 p.

[13]Richard J. Evans, *The Coming of the Third Reich*, New York, The Penguin Press, 2004, 622 p.

[14]Larry Eugene Jones, « *The Greatest Stupidity of my Life* », *loc. cit.*, p. 64-65.

[15]Richard J. Evans, *op. cit.*, p. 244.

[16]Ian Kershaw, *Hitler : Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 1995, p. 94.

[17] Franz von Papen, *Memoirs*, Londres, A. Deutsch, 1952, p. 157.

[18] Franz von Papen, *op. cit.*, p. 146.

[19] Larry Eugene Jones, « *The Greatest Stupidity of my Life* », *loc. cit.*, p. 67-68.

[20] Gert von Hindenburg, *Hindenburg, 1847-1934: Soldier and Statesman*, Londres, Hutchinson & co., 1935, p. 248.

[21] Larry Eugene Jones, « Hindenburg and the Conservative Dilemma in the 1932 Presidential Elections », *German Studies Review*, vol. 20, n° 2 (mai 1997), p. 244.

[22] Heinrich Brüning, *Mémoires (1918-1934)*, Paris, Gallimard, 1974, p. 17-18.

[23] Ian Kershaw, *Hitler*, Tome I, *Hubris, 1889-1936*, Paris, Flammarion, 1998, p. 520.

[24] Ian Kershaw, *Hitler : Essai sur le charisme*, *op. cit.* p. 107.

[25] *Ibid.*

[26] Heinrich August Winkler, « Choosing the Lesser Evil : The German Social Democrats and the Fall of the Weimar Republic », *Journal of Contemporary History*, vol. 25, n° 2/3 (mai-juin 1990), p. 206.

[27] Hjalmar Horace Greeley Schacht, *Mémoires d'un magicien*. Tome II, *De Hitler au monde nouveau*, Paris, Amiot et Dumont, 1954, p. 19-20.

[28] Hjalmar Horace Greeley Schacht, *op. cit.*, p. 44.

[29] Franz von Papen, *op. cit.*, p. 161.

[30] Larry Eugene Jones, « *The Greatest Stupidity of my Life* », *loc. cit.*, p. 68.

[31]Hjalmar Horace Greeley Schacht, *op. cit.*, p. 28.

[32]Franz von Papen, *op. cit.*, p. 192.

[33]*Ibid.*, p. 193-196.

[34]Hjalmar Horace Greeley Schacht, *op. cit.*, p. 44.

[35]Hans Mommsen, *Le national-socialisme et la société allemande*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997, p. 45.

[36]Franz von Papen, *op. cit.*, p. 194.

[37]Larry Eugene Jones, « *The Greatest Stupidity of my Life* », *loc. cit.*, p. 71.

[38]Hjalmar Horace Greeley Schacht, *op. cit.*, p. 44.

[39]Franz von Papen, *op. cit.*, p. 197.